

L'Autre Ferme plutôt que  
l'abattoir



Il force le barrage,  
la police tire

La Charente pose un lapin,  
la Moselle se vexe

# Charente Libre

jeudi  
4 novembre  
2021

n° 23891  
1,10€

**Jacques AMBLARD**  
*votre menuisier conseil*

**VOS MENUISERIES &  
AGENCEMENTS INTÉRIEURS  
SUR MESURE**

**FLEAC - 05 45 91 62 28**

[www.jacques-amblard.fr](http://www.jacques-amblard.fr)



Partenaire Certifié **JANNEAU**  
menuisier créateur

Jeudi 4 novembre 2021

# À Cherves, la paisible retraite des animaux rescapés

■ L'Autre Ferme a plus d'un an ■ Des défenseurs de la cause animale ont bâti ce lieu où l'abattoir n'est plus la finalité des moutons, veaux et poules maltraités.

Henry GIRARD  
h.girard@charentelibre.fr

Dans l'herbe légèrement humide, Arsène repose sa tête sur la croupe de Lupin. Les deux moutons d'Ouessant, légèrement insolites dans la campagne ensoleillée de Charente limousine, coulent des jours heureux, sans se soucier de la tonte du lendemain ni du rendement de leur laine. Une image bucolique dans les prés de Cherves-Châtelars, au lieu-dit Barufaud.

Pourtant, la vie n'a pas toujours été tendre avec les deux ovins. « Il y a encore quelques mois, ils vivaient dans une grange du Nord-Est, au milieu des cadavres de leurs congénères, raconte Anne-Lorraine Vigouroux. Ils étaient rongés par la maladie et vivaient dans la crainte de l'homme. » Été 2020, Arsène, Lupin et leur troupeau d'une trentaine de compères, sont ainsi envoyés à l'Autre Ferme d'Anne-Lorraine, comme miraculés. « Ici, on accueille les animaux destinés à l'abattoir, rescapés d'élevage, issus de saisies administratives ou réformés donc inaptes pour la production, poursuit l'hôte des lieux. C'est un refuge en somme. » Les douze hectares de l'association sont entièrement destinés au bien-être animalier et tentent d'instaurer une autre manière de concevoir la cohabitation, sans exploitation.

## « France, pays d'éleveurs »

Sur une terre d'élevage, la Charente limousine, où l'abattoir engloutit une part importante du budget de la communauté de communes, il y a comme un contraste qui se dessine. Aucune importance pour l'unique salariée de l'association. « La France est un pays d'éleveurs depuis toujours, concède-t-elle. De notre côté, on n'arrive pas avec nos gros souliers moralisateurs d'écolo-végans. On se dit qu'il y a de la place pour tout le monde et qu'autre chose



Les moutons d'Ouessant, maltraités chez leur ancien éleveur, ont trouvé refuge à l'Autre Ferme.

Photos Quentin Petit

est possible, dans le respect de chacun. »

Autre chose ? Cela part d'abord d'un constat, celui des scandales alimentaires et de la sensibilisation toujours plus grandissante à la maltraitance animale qui accélèrent les prises de conscience. Sortis du schéma de l'élevage, difficile en effet pour les animaux de trouver une ferme où l'on ne finit pas systématiquement en rillettes. Pour Anne-Lorraine, deux cas de figure : « Il y a les animaux que l'on reçoit d'agriculteurs peu scrupuleux, ceux-là, sans commentaires. Puis il y a les autres éleveurs. Ils font bien le boulot mais sont victimes d'une industrie toujours plus vorace qui les oblige à produire sans cesse. Beaucoup d'entre eux ne s'en sortent pas et sont même contraints de jeter l'éponge. »

La préfecture vient à saisir les bêtes et se tourne la plupart du temps du côté de l'Œuvre d'assistance aux

»  
On n'arrive pas avec nos gros souliers moralisateurs d'écolo-végans.

bêtes d'abattoirs (Oaba). C'est cette association experte et indépendante qui se charge de trouver une seconde vie aux réchappés. Comme chez l'Autre Ferme, reconnue d'emblée dans le réseau de l'Oaba.

## Pas de traite à la retraite

Depuis sa création en mars 2020, l'Autre Ferme a fait son chemin et accueille désormais une cinquantaine d'animaux. Les derniers arrivés, Europe, Asie et Afrique, se reposent dans leurs enclos. Trois veaux, destinés à l'engraissement et, fatalement, à l'abattoir. « C'est un coup de fil que l'on reçoit du jour au lendemain qui nous somme de les prendre en charge, explique Anne-Lorraine Vigouroux. On nous en annonce deux et surprise, en voilà trois dans le camion. » Bien sûr, la quinzaine de bénévoles n'est pas du genre à les abandonner mais pour l'association, qui vit avant tout des dons, le soin a tout de même un coût : 700 euros pour les sacs de lait, 200 euros pour les frais de vétérinaire, sans compter le foin.

Pour soutenir financièrement ses missions, l'Autre Ferme a ouvert des chambres d'hôtes, une activité complémentaire que l'administra-

tion fiscale voit d'un mauvais œil. « Les locations sont gelées jusqu'à mars afin de tout remettre à plat, regrette Anne-Laure Vigouroux, un peu amère. Notre objectif, c'est de tourner en autonomie, sans rien devoir aux donateurs ni aux pouvoirs publics. » L'association, avant ce contretemps, se projetait dans l'embauche de cinq personnes entre le soin, le potager ou les activités scolaires. Partie remise.

Car la philosophie de la ferme n'est pas destinée à se cultiver qu'entre ses clôtures. À l'avenir, la grange médite la création d'un accueil didactique et de sensibilisation à la consommation. « Ce n'est pas une ferme pédagogique, prévient-on. On ne soumet pas ici les animaux à être gentils, ils sont comme ils ont envie d'être. En revanche, des ateliers de cuisine seront organisés autour de préparations légumières et de saison. Aucun prélèvement sur les animaux n'est effectué. Hors de question de traire du lait ou de ramasser des œufs, d'ailleurs les poules sont stériles. » Dans leur poulailler, les quelques poulettes se remettent de leur opération, indispensable à leur survie. Longtemps élevées en bâtiment industriel du côté de Saint-Junien, les gallinacées n'étaient plus adaptées à vivre de leur instinct. Beaucoup, perdues dans cette nouvelle vie et affaiblies, n'ont pas survécu. « Elles ne grattaient même plus pour trouver de la nourriture par elles-mêmes. Cela montre que l'homme ne peut pas faire ce qu'il veut : l'animal n'est pas une machine à produire, jetable et corvéable. »

Infos : lautref ferme.org



L'association vit des dons. L'équipe veut créer 5 postes de salariés.